

RENFORCER LA PARTICIPATION DES CITOYENS DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, UN MODÈLE D'AVENIR ?

Publié le 31 août 2021



par Camille Stassart

Série (5/6) : "Chercheurs du bout du monde"

Repenser la manière dont sont construites les politiques publiques. Tel est l'objectif des recherches menées par Fanny Sbaraglia. Cette chercheuse au [Centre d'Étude de la Vie Politique](#) et au [Research Centre for Social Change](#) de l'ULB est également conseillère scientifique au [Policy Lab](#), un laboratoire qui encourage la co-gouvernance. Au-delà de la consultation citoyenne, ses membres proposent d'élaborer, de mettre en œuvre et d'évaluer l'action publique de manière plus inclusive.

Afin d'explorer davantage ce modèle participatif, Fanny Sbaraglia bénéficie depuis 2019 d'une [bourse WBI.WORLD](#) à l'Université de Maastricht.

Un pôle d'excellence en sciences politiques

Pour rappel, les politiques publiques englobent toutes les actions mises en place par un état ou un organisme étatique. Elles visent l'intérêt général en cherchant, par exemple, à améliorer l'accès à l'emploi ou au logement, à développer l'économie du pays, ou encore à assurer un enseignement de qualité.

« Lors d'une action publique, il y a, en résumé, trois grandes phases : le moment où l'on réfléchit et décide l'action à mettre en place, celui où on la met en œuvre, et le moment où on évalue les résultats de cette action, pour vérifier si les objectifs ont été atteints auprès du public visé », précise la docteure en sciences sociales et politiques. Cette dernière étape est essentielle pour juger si l'intervention est un succès, ou s'il y a lieu de l'améliorer.

C'est dans l'optique d'analyser différents processus d'évaluation d'actions publiques que Fanny Sbaraglia a rejoint l'Université de Maastricht. « On y trouve un [pôle d'excellence en études européennes](#), où des chercheurs travaillent sur ces questions d'évaluation des politiques publiques, tant au niveau européen que national. »

« D'un point de vue plus personnel, j'ai aussi choisi cette université, car je suis maman de trois jeunes enfants. Partir à Maastricht me permettait de profiter d'une bourse de mobilité, sans m'éloigner de ma famille », ajoute la chercheuse.

La co-construction à l'étude

Cette première expérience dans une université étrangère a été l'opportunité de s'ouvrir à de nouvelles méthodes de recherche, et de se reconnecter à son objet d'étude. La chercheuse s'est consacrée, dans un premier temps, à la lecture d'autres travaux de recherche. Le but était d'en apprendre plus sur ces processus d'évaluation, et sur les questionnements et débats qu'ils soulèvent.

« Grâce à cette bourse, j'ai pu approfondir mes connaissances, et ainsi nourrir mes réflexions sur le sujet. Au cours de mes lectures, j'ai observé qu'un champ d'étude était en plein développement, à savoir l'expérimentation dans les évaluations des politiques publiques. »

Des nombreux projets-pilotes ont vu le jour ces dernières années, dans le but de tester la participation de tous les acteurs de la société lors de l'évaluation des politiques publiques. « Si l'élaboration de l'action publique inclut souvent de nombreux acteurs, sa mise en place et son évaluation, par la suite, reviennent aux seules mains de l'administration, des politiques et des

agences d'étude. »

L'objectif visé par ce nouveau champ d'étude est donc d'étudier la pertinence et l'intérêt d'inclure tous ces acteurs (citoyens, représentants de secteurs, entreprises, élus, administration, associations, et chercheurs). Et ce, dans toutes les phases de construction de politiques publiques.

Ces derniers mois, Fanny Sbaraglia a réalisé des études de terrain, en suivant des projets qui expérimentent cette participation citoyenne en Région Wallonne. « Pour des raisons de confidentialité, je ne peux pas parler de ces cas concrets. Mais j'ai pu noter qu'il était important de mieux définir le rôle des représentants, des corps intermédiaires des différents secteurs. Comment, en effet, faire participer les citoyens et, en même temps, ses représentants (association d'utilisateurs, syndicat, fédération de secteur...) sans remettre en cause l'apport des uns et des autres ? Pour que ça marche, il faudra davantage investiguer sur ce point », affirme la chercheuse.

Des chercheurs au service de l'action publique

Actuellement, Fanny Sbaraglia s'intéresse à la place des chercheurs, et à la manière dont leur expertise pourrait être mieux utilisée par l'État. « Dans les faits, la Fédération Wallonie-Bruxelles rémunère des chercheurs en sciences sociales, qui mènent donc des recherches sur la société belge, mais leurs résultats sont encore trop peu exploités par l'administration ou les élus dans les politiques publiques. »

Cela tend néanmoins à changer, notamment grâce à l'émergence dans le paysage politique et administratif de [laboratoires d'innovations](#), tels que le [Policy Lab](#). Créé par le département de science politique de l'ULB, ce laboratoire se présente comme « une plate-forme de services et de conseils dédiée à la promotion de la co-gouvernance dans l'action publique, c'est-à-dire, l'implication de tous les acteurs aux différentes étapes de l'action publique (élaboration – mise en œuvre – évaluation). »

Pour la chercheuse, « ce type de structure permet non seulement de faire tomber les barrières entre l'enseignement, la recherche et le service à la société, mais aussi de nourrir l'action publique de chercheurs préparés à travailler avec des administrations. L'un de mes projets futurs sera de davantage développer ce laboratoire. »